e-Migrinter

22 | 2021
Varia

Un atelier radio pour fabriquer du savoir. Une approche méthodologique pour réduire les rapports de pouvoir dans la pratique de la recherche

Séréna Naudin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/2680>

DOI : 10.4000/e-migrinter.2680

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Référence électronique

Séréna Naudin, « Un atelier radio pour fabriquer du savoir. Une approche méthodologique pour réduire les rapports de pouvoir dans la pratique de la recherche », *e-Migrinter* [En ligne], 22 | 2021, mis en ligne le 25 novembre 2021, consulté le 17 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/2680> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.2680>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2021.

Tous droits réservés

Un atelier radio pour fabriquer du savoir. Une approche méthodologique pour réduire les rapports de pouvoir dans la pratique de la recherche

Séréna Naudin

Introduction : Les mots des autres

- 1 En octobre 2017, lors d'une séance de l'atelier radio *A plus d'une voix*¹ mené avec des personnes à la recherche d'un refuge, Junior formula la question suivante : *Quelle est la différence entre les immigrés et les expatriés ?* Nous avons dès lors eu l'idée de poser cette question à des « français » lors d'interviews. Plus largement, une discussion sur l'usage des mots utilisés pour désigner les personnes nouvellement arrivées en France s'ouvrit. « Immigré », « immigrant », « émigrant », « migrant », « expatrié », « réfugié », « exilé » sont les mots qui furent ainsi questionnés par les participant·es de l'atelier radio. A partir de ces échanges riches et variés, le groupe de l'atelier a produit un documentaire sonore intitulé *Les mots des autres*². Un des objectifs était de rendre compte de la confusion qui s'était dégagée lors de ces discussions sur le sens des mots et leurs usages. Un autre était de pointer l'incompréhension et le malaise ressentis vis-à-vis de ces termes choisis pour les désigner. Le documentaire commence ainsi :

Bruits de pas

-Qu'est-ce qu'un immigrant pour vous ?³

Bruits de pas

-L'immigrant c'est quelqu'un... qui est peut-être problème chez eux, qui est allé vivre dans l'étranger.

Bruits de pas

-Qui on appelle un expatrié par exemple ?

-Qui c'est qu'on appelle un expatrié ? Heu... quelqu'un qui ne vit plus dans son pays

d'origine.

- Qui on appelle un expatrié ? (...) En fait, en Afrique on se dit par exemple que vous qui quittez l'Europe pour venir en Afrique on vous appelle souvent des expatriés et nous qui venons vers vous, vous nous appelez des migrants... Je voudrais un peu savoir quelques différences à ce sujet-là... Pourquoi on nous appelle pas expatriés quoi ?

- Heu il y a un milliard de raison pour ça et notamment le fait que... tout ce qu'il y a avec, quand on dit un migrant, on sait pas la définition pure et dure, c'est pas juste une personne qui bouge d'un endroit à l'autre, un migrant il y a une représentation même physique, c'est une espèce d'idée de « Oh le migrant qui vient... » (dit avec une intonation différente). Là où expatrié est quelque chose de beaucoup plus objectif enfin de mon aperçu enfin c'est quelqu'un, voilà qui bouge etc. Mais un migrant, il y a cette idée partout qui est dans les journaux, à la télé où il vient pour des raisons x ou y et il y a limite une peur, il y a quelque chose d'inconnu... Aujourd'hui en France, quand on entend expatrié je pense qu'on pense pas à la même chose qu'un migrant alors que concrètement c'est plus ou moins la même chose...

Bruit de pas

- 2 Cet extrait du documentaire met en lumière la fabrique de frontières entre celles et ceux qui se déplacent, en fonction de leur origine et des motifs supposés ou réels de leur migration. Bien au-delà des frontières nationales, la « situation de frontière » se construit dans une épaisseur temporelle et spatiale (Agier, 2013). Elle agit en termes de distribution et d'assignation à des places en fonction de rapports de pouvoir. Les frontières sont constitutives d'un ordre social et spatial historiquement situé, elles produisent des attentes et des comportements reliés à des positions dans la société qui sont produites par des rapports de domination (Guenebeaud, 2017). Le processus de catégorisation des personnes à la recherche d'un refuge s'inscrit dans ce « système de place » qui désigne, selon Camille Guenebeaud, « dans un même mouvement une 'condition socio-politique spatialisée' (De Genova, 2005, 206) des personnes migrantes marquée par leur altérisation sociale et leur renvoi aux marges de l'espace national. » (Guenebeaud, 2017, 17). Du fait de l'imbrication de formes d'oppressions consubstantielles (Kergoat, 2009) en termes de nationalité, de statut juridique, de classe, de race, parfois de genre et d'âge, la place des personnes en quête de refuge est plutôt un déni de place en France, leur existence sociale et politique est niée (Agier, 2002 ; Di Cesare, 2017).
- 3 Cette production de la frontière sous la forme d'un système de places m'intéresse dans l'objectif d'examiner deux aspects - qui se formeront dans une même problématique. Le premier est le rapport entre parole et pouvoir pour ce qui concerne les personnes à la recherche d'un refuge. Le second concerne les relations de pouvoir entre des chercheuses établies et des « cherchées » (Bourdieu, 1993) *outsiders* (Agier, 2016). *Outsiders* désigne ici les étrangères marginalisées, celles et ceux dont la place est rejetée, tandis que les « établies » ont une position stable dans la distribution sociale des places. Selon Rancière, cette dernière est déterminante dans la reconnaissance de la parole, celle des dominées est impensable, indigne d'être entendue puisqu'il-elles sont définies comme incapables de parler (Rancière, 2004; Nordmann, 2006). Celle-ci est alors considérée comme du bruit (Rancière, Jeanpierre, et Zabunya, 2012). Par ailleurs, les travaux sur la violence épistémique montrent que celles et ceux qui se trouvent en situation d'oppression sont empêchés de parler (Spivak, 2009; Dotson, 2011). Pourtant, la prise de parole est le moyen d'être reconnu comme un sujet politique (Certeau, 1994). En outre, bien qu'analysant – et bien souvent dénonçant – les rapports de pouvoir et les processus de domination envers les *outsiders*, les chercheuses participent à leurs reproductions en tant qu'actrices situées dans cette distribution sociale des places. Leurs pratiques auprès des cherchées en situation de frontière s'inscrivent dans des

relations asymétriques qui dépassent le cadre même de la recherche. Ainsi, l'attention à la parole des personnes à la recherche d'un refuge dans les relations de pouvoir inégalitaires avec les chercheur·es paraît nécessaire si l'objectif est d'éviter de reproduire ce qui est analysé, et dénoncé par ailleurs.

- 4 Comment la pratique de la recherche peut-elle donc éviter de reproduire les relations asymétriques qui empêchent la parole des personnes en quête de refuge ? Quelle place faire pour la parole des premières concernées *outsiders* dans le processus de production de savoir pour ne pas les ré-assigner à leur non-place, les privant d'être reconnus comme sujets politiques ?
- 5 M'inscrivant dans une analyse dynamique qui n'enferme pas les sujets de la domination dans un assujettissement pur (Scott, 2019), je cherche à examiner les conditions qui permettent qu'ils prennent place au moyen de la parole faisant rupture avec l'ordre social établi (Rancière, Jeanpierre, et Zabunya, 2012). Dans cette perspective, je concentrerai mon attention sur une méthodologie de recherche visant à atténuer – puisque les gommer serait utopique – les rapports de pouvoir qui entravent la parole des premières concernées. Une des pierres angulaires de cette recherche est la production collective de savoir par l'usage de l'outil radio.
- 6 Cet article s'appuie sur l'expérience d'un atelier radio qui a lieu depuis 2016 avec des personnes demandant l'asile à la France. Je précise que leur statut administratif est mobile – elles peuvent être en cours de demande, réfugiées ou déboutées de l'asile – et c'est notamment pour cette raison que je les nomme « personnes à la recherche d'un refuge ». De ce fait, mon positionnement dans le groupe en tant qu'établie, accompagnante et chercheuse est fondamental à questionner. Mon travail se fait dans le cadre d'une thèse CIFRE au sein de l'association Modus Operandi (ModOp) qui se donne comme objectif d'analyser différentes formes de violences avec les concernées et d'impulser des transformations sociales aux moyens d'espaces de parole⁴.
- 7 Dans cet article, je décrirai d'abord la façon dont les relations asymétriques entre chercheur·es établies et cherché·es *outsiders* pèsent sur la parole de ces dernières. Cette entrée en matière, conduira ensuite à une présentation de l'atelier radio comme espace de production de savoir avec des personnes en situation de frontière à partir d'un travail autour de la parole. Enfin, je mettrai en perspective l'objectif de déconstruction des places assignées avec les conditions créées par l'atelier radio et le statut de la parole des premières concernées dans la recherche en sciences humaines et sociales.

La parole dans le cadre de relations asymétriques entre chercheur·es et personnes à la recherche d'un refuge

- 8 Par son statut, le ou la chercheur·e détient le pouvoir de poser des questions et, dans bien des cas, appartient à une classe sociale privilégiée par rapport aux personnes prenant part à sa recherche (Bourdieu, 1993), ce qui lui confère une position avantageuse dans la relation. Sa place est privilégiée quant aux personnes à la recherche d'un refuge au regard de différents positionnements : administratif, social, et dans mon cas, du point de vue de l'assignation raciale. Par ailleurs, la multiplicité des interlocuteur·rices rencontrées par les personnes à la recherche de refuge dans leur parcours en France crée de la confusion : comment faire la différence entre un·e agent

de l'administration, une bénévole ou une salariée d'association, une chercheur-e ou une journaliste ?

- 9 L'asymétrie dans les rapports de pouvoir et la confusion entre les différentes fonctions des personnes établies – et de ce fait leur pouvoir en termes juridique et administratif – ne permet pas aux personnes à la recherche d'un refuge de dire « non ». Sans pour autant nier les « tactiques » (Certeau, 2010) auxquelles elles ont recours, il paraît difficile de pouvoir manifester une opposition, un refus de répondre aux demandes et injonctions et d'énoncer un discours critique vis-à-vis de leur condition en France, ce qui est pourtant fondamental pour être reconnu comme sujet politique.
- 10 La pratique de la recherche en sciences sociales, qui consiste habituellement à poser des questions dans le cadre d'entretiens en face-à-face, risque, d'une part, de reproduire l'interrogatoire des institutions de l'asile et, d'autre part, d'imposer l'injonction à se légitimer racontant son vécu et son intimité.

La procédure d'asile contraint la parole, comment ne pas reproduire cette domination ?

- 11 L'interrogatoire sur le parcours migratoire, les motifs du départ du pays d'origine ou même l'arrivée en Europe ou en France se rapproche nécessairement des entretiens et auditions menés dans le cadre de la demande d'asile. Pourtant, les conditions et les objectifs de la procédure d'asile entravent la parole des personnes à la recherche d'un refuge.
- 12 D'abord, la parole exprimée dans le récit qui expose les motifs de la demande est limitée par un cadre technocratique et normatif, dans un temps imparti, cela ne permet pas l'« expansion narrative » (Valluy, 2009, p.106). De plus, les attentes des institutions concernant le récit de demande d'asile sont généralement incomprises par les personnes intéressées. Ensuite, la parole est mise à l'épreuve de la crédibilité puisqu'il faut convaincre du bien-fondé de la demande face à des officiers et juges qui sont eux-mêmes et elles-mêmes guidées par des appréciations subjectives (Fassin et Kobelinsky, 2012). Il faut ainsi être vu-e comme pertinent-e, méritant-e et sincère (Valluy, 2009), paraître cohérent-e, être en adéquation avec les connaissances géopolitiques de ceux et celles qui décident. Avant de passer devant les officiers de protection et les juges, les personnes sont accompagnées et conseillées par des travailleuseuses du social et des bénévoles qui bien souvent rédigent le récit et, de ce fait, le co-produisent en intégrant les éléments qui leur semblent pertinents pour convaincre les agents des institutions (d'Halluin, 2012; Makaremi, 2008). Cela conduit à l'« entextualisation » du récit au dépend de l'argumentaire du demandeur ou de la demandeuse (Blommaert, 2001). Dans certains cas, cette parole passe par la traduction, ce qui entraîne des enjeux d'interprétation et une perte de contrôle sur ce qui est formulé. Par conséquent, bien qu'elle soit le moyen principal donné aux personnes pour prouver leur besoin de protection, leur parole n'est pas l'élément fondamental sur lequel se basent les institutions qui décident du statut de réfugié.⁵
- 13 De ce point de vue la parole est largement empêchée en ce qu'elle doit coller avec les critères de l'asile et la façon dont il faut les défendre. Ainsi, lorsque le chercheur procède à l'entretien et demande à la personne en quête de refuge de « se raconter », il reproduit sans le vouloir les interactions violentes avec les institutions (Mekdjian, 2016). Et puis, comment faire la différence entre ces divers acteurs et actrices et leurs

attentes quand l'objectif est de réussir à obtenir l'asile ? Par-delà le cadre de la procédure d'asile qui agit sur la parole des personnes, la pratique de la recherche s'examine dans une analyse du contexte plus global dans lequel la parole des personnes à la recherche d'un refuge est limitée du fait des assignations qui les concernent.

Comment ne pas reproduire l'injonction à légitimer sa présence ?

- 14 Dans un contexte où la migration est fortement médiatisée et associée à des représentations négatives, les premières concernées sont rarement entendues. Lorsqu'il·elles le sont, en revanche, c'est plutôt pour faire le récit des souffrances qu'il·elles ont traversées dans une sorte d'esthétisation de la misère. En effet, dans le contexte de méfiance vis-à-vis de l'immigration et de la réduction des possibilités d'immigrer en France, les réfugiés sont généralement perçus selon deux archétypes : les victimes, légitimes à solliciter la protection de la France, et les imposteur·rices, considérées comme des « faux-réfugiés », « demandeurs d'asile abusifs » (Morice et Rodier, 2005) également appelés « migrants » ou « migrants économiques » (Canut, 2016; Del Biaggio, 2017). D'une part, la figure de la victime, souillée par les violences subies, est déshumanisée (Agier, 2002). Le parcours que les réfugiés affrontent pour rejoindre l'Europe, rendu plus difficile par le contexte de fermeture sélective des frontières, participe à la construction de cette figure de victime. La traversée du désert, de la Méditerranée, des montagnes, les camps d'enfermement et de torture participent à la construction d'une image de personnes ayant échappées à la mort, rescapées, blessées. L'expérience de la relégation vécue ensuite dans le pays d'arrivée continue d'ancrer cette représentation qui élude les différentes facettes de ces personnes, notamment leur existence sociale et politique. Ajoutons à cela, la vision humanitaire où la victime est considérée comme une personne à secourir, passive, et donc muette (*ibid.*). D'autre part, la figure de l'imposteur·rice induit que les personnes ne sont pas crédibles, leur parole n'a donc pas de valeur. Ainsi, lorsqu'elles ne sont pas vues comme victimes-passives, les personnes qui demandent l'asile à la France sont vues comme coupables, comme si la culpabilité était la seule puissance d'agir qu'on pouvait leur reconnaître (Dorlin, 2017).
- 15 Notons également que les catégories juridiques, les procédures complexes, la violation des droits ainsi que les conditions matérielles extrêmes et précaires rendent ces *outsiders* dépendants des associations caritatives et du bon vouloir de citoyen·nes prêt·es à les aider à subvenir à leurs besoins. Cela participe à produire la figure de victime, ou d'imposteur·rice qui viendrait profiter de nos ressources, et renforce de fait l'asymétrie avec les personnes établies.
- 16 Le processus de victimisation a, entre autres, une dimension « d'exhibition obligatoire de la subjectivité et de l'intimité des-plus-vulnérables [qui] est contemporaine de l'universalisation du dispositif d'urgence humanitaire » (Thomas, 2010, p. 226). En effet, qu'il·elles soient dans le cadre de la procédure ou en dehors, la place assignée de celles et ceux qui cherchent un refuge les conduit au bas de relations asymétriques. Cette position de dominé permet qu'il·elles soient constamment enjoint·es à se raconter : pourquoi êtes-vous parti·es ? Pourquoi avez-vous choisi Grenoble ? Êtes-vous heureux ici ? Ces questions arrivent au détour d'une rencontre dans une association, au cours d'une démarche administrative ou d'une rencontre dans l'espace public et reproduit la frontière : « tu n'es pas d'ici » (Di Cesare, 2017, p. 134). Tout comme avec les

institutions, le déséquilibre de pouvoir ne permet pas à ces personnes de dire « non », de refuser de répondre à la demande de raconter leur parcours jalonné d'injustices et de violences. Elles ont besoin que la personne qui les interroge accède à leur demande et se sentent obligées de répondre, en se conformant parfois à l'image de victime qu'elles doivent renvoyer pour confirmer leur légitimité à être en France, à demander de l'aide (Agier, 2012).

- 17 Ainsi, lorsque le/la chercheur·es pose des questions qui sollicitent le récit du parcours ou les raisons du départ – « pourquoi êtes-vous venus ? Pourquoi êtes-vous ici ? » – il·elle met en œuvre un rapport de domination où la personne se sent obligée de justifier sa présence, et avec en tête ces attentes fortes. Il·elle reproduit dans ce geste l'injonction à se légitimer propre à la logique du soupçon prépondérante à l'égard des personnes à la recherche d'un refuge en France dans les discours politiques et médiatiques dominants. Cette injonction participe de la construction d'une altérité radicale et redessine la frontière. Par ces questions la personne est renvoyée à une position, celle de ne pas avoir de place ou de ne pas être à sa place et, donc, sa non-existence politique (Di Cesare, 2017).

Un atelier radio comme espace de parole et de recherche

- 18 En 2016, j'étais bénévole dans une association qui accompagne les personnes en demande d'asile dans leur procédure, l'Accueil Demandeurs d'Asile (ADA) à Grenoble, et j'ai proposé de mettre en place un atelier radio dans leur cours de français de niveau avancé. Consciente des empêchements propres à la procédure d'asile ayant été moi-même accompagnante dans la fabrication et présentation du récit de l'asile, je souhaitais entrer en relation avec ces personnes dans un espace propice à une parole libérée du cadre de la procédure. Le coordinateur des cours de français a trouvé l'idée bonne et m'a invitée à intervenir dans le cours qu'il animait. C'est à ce moment-là que Karine Gatelier s'est jointe à moi dans l'animation de cette action.
- 19 En m'appuyant sur l'expérience de réalisation du documentaire *Les mots des autres*, je présenterai la méthodologie de l'atelier radio pour montrer, d'abord, le processus collectif de production de connaissance et, ensuite, la façon dont l'outil radio est mobilisé pour façonner et diffuser cette connaissance.

Produire du savoir *A plus d'une voix*

- 20 Les ateliers radio sont conçus comme un espace de parole où les participant·es peuvent choisir les thèmes de discussion, il·elles sont formées aux techniques d'interview et de prise de son pour pouvoir mener des échanges radiophoniques avec des personnes invitées. Ces ateliers ont lieu dans la seconde partie d'un cours de français hebdomadaire à l'ADA, occasionnellement dans les locaux de Modus Operandi. Les participant·es sont en majorité des hommes⁶ originaires de pays africains⁷, certaines sont francophones. Les invitées sont d'âges et de milieux divers, sollicitées selon les possibilités et les thèmes de travail. Je désigne les invitées comme des personnes établies et l'objectif de cette rencontre est d'inverser les rôles. Etant donné que ce sont généralement les personnes à la recherche d'un refuge qui sont interrogées dans les institutions et enjointes à se raconter quasiment partout ailleurs, les modalités de la

rencontre sont définies pour que les participant·es de l'atelier ne se trouvent pas en situation d'injonction. Ces invité·es sont d'horizons divers – étudiant·es, militant·es associatifs, lycéen·nes, chercheur·es, journaliste·s, réseau de connaissances – mais partagent généralement une sensibilité aux questions qui touchent la migration. En outre, nous réalisons aussi des interviews mutuelles, c'est-à-dire en interne, entre les membres du groupe pour s'entraîner et développer des points de vue sur les sujets choisis en amont et en parallèle des rencontres avec les établies.

- 21 Les enregistrements sont montés en objets radiophoniques sous la forme de documentaires, promenades sonores ou émissions. Pour le documentaire *Les mots des autres*, évoqué en introduction, les discussions enregistrées sur l'usage des mots dans le groupe et avec des invité·es, nous ont donné l'idée de travailler autour de définitions existantes. Ainsi, nous avons choisi de faire entendre un exercice de lecture de celles du Larousse, de la CIMADE⁸, et de l'UNESCO⁹. En lisant et décryptant ces définitions, nous avons constaté le sens variable de ces mots selon le lieu où elles sont énoncées.

Junior: D'après la définition du Larousse, « migrant » : qui effectue une migration ; migration: déplacement volontaire d'individus ou de populations d'un pays dans un autre ou d'une région dans une autre, pour des raisons économiques, politiques ou culturelles.

(...)

En fait, cette définition du Larousse comme c'est fait par l'Académie Française, peut-être ils ont tenu compte de leur situation. C'est à peu près une définition qui tient compte de la population européenne, soit européenne ou américaine, parce qu'on se dit que la démocratie c'est ici, la démocratie c'est ici, donc on peut pas quitter par suite de persécutions ou bien menaces parce que là on se sent pas dans cette situation donc c'est proprement pour les pays occidentaux et non pour les pays africains. Si les Français ou les Allemands nous considèrent toujours migrants parce que notre processus n'est pas atteint d'abord, on va continuer à migrer toujours. Parce que tant que tu n'es pas stable, tu n'es pas bien accueilli, tu continues à migrer! Donc, ils vont continuer à nous coller cette définition, ils vont continuer à nous coller cette définition... Sinon cette définition est faite pour eux! Parce que, eux, ils disent qu'ils se déplacent, il y a rien ici, leur raison c'est volontaire, ils partent s'installer soit en Afrique, soit en Allemagne, ils décident d'eux-mêmes, ils se préparent avant de quitter, il va pas aller se confronter à des difficultés que nous nous subissons ici. Donc, le mot migrant est fait pour lui, est fait pour lui... mais nous c'est le contraire, donc au fur et à mesure qu'on vient en France on est pas bien accueillis, on n'est pas bien installés, la procédure est dure, on bouge encore! On cherche là où on peut aller vivre aisément.

- 22 Le mot « migrant » fut la source de nombreuses incompréhensions et de multiples débats, d'où le choix de présenter particulièrement cet extrait. Pour commencer, la plupart des participant·es entendent « immigrant ». Même lorsqu'il·elles sont francophones, ce terme semble inconnu pour la plupart d'entre elles et eux avant d'arriver en Libye ou en Europe. Le découvrant, il·elles ne comprennent pas forcément son sens exact et, certain·es, le vivent comme une exclusion, une stigmatisation.
- 23 En janvier 2019, préparant une interview sur les frontières, nous sommes revenus sur les catégorisations, ce qui relança le débat sémantique. Sidy, nouveau participant, questionna la différence entre « migrant » et « réfugié ». Junior lui expliqua notre expérience de définition des termes, il décrit la confusion dans les usages et l'impossibilité de trouver une réponse claire. À la demande d'autres participant·es, Sidy donna son avis.

Si je suis au pays bah je suis réfugié en fait parce que je suis quitté dans mon pays, je suis réfugié. Chez nous, on parle pas de problème des migrants, il y a pas « migrant » c'est seulement ici qu'on a entendu ce mot-là: migrant, migrant... Je ne connais même pas la définition de ce mot-là: mi-grant. Par exemple, on me dit que je suis « migrant » mais quand

tu me demandes, moi je peux dire « je suis un réfugié » parce que je suis venu me réfugier dans un pays, dans un pays que je ne connais pas voilà... mais quand on me dit que je suis « migrant », bon je me pense autrement quoi... enfin je me pense comme si je ne suis pas un être humain en fait.

- 24 Junior, qui a vécu des mois de débats dans l'atelier radio parallèlement à des mois de difficultés et d'humiliation en France – après avoir subi la procédure Dublin¹⁰, dormi à la rue plusieurs mois puis dans un lieu occupé par des exilées sans-abris – répliqua : *Si tu es noir, tu es migrant*. Dans plusieurs ateliers, il a répété cette phrase en racontant des anecdotes pour corroborer son affirmation. Dany, autre participant de longue date, finit par dire : *Si j'obtiens le statut de réfugié puis la nationalité, on m'appellera toujours le migrant*. Il proposa la question suivante : *Quelle est la frontière, la limite, pour ne pas être considéré migrant ?* Junior a rétorqué que les footballeurs Français de couleur de peau noire deviennent Français aux yeux de la société lorsqu'ils remportent la coupe du Monde, c'est-à-dire dans un geste héroïque.
- 25 Dans ce partage d'analyses, les points de vue de celles et ceux qui sont désignées comme « migrants » interroge la fabrication de cette catégorie. Les participant·es remettent en question son usage comme procédé d'assignation à une place d'éternelle étrangère, usage qu'il·elles pensent être réservé aux personnes dont la peau est qualifiée de noire. Il·elles la pointent comme une « étiquette-frontière » renvoyant au fait qu'il·elles ne devraient pas être là (Di Cesare, 2017). Par ailleurs, l'assignation à cette catégorie ne leur convient pas puisqu'elle les éloigne de ce pour quoi il·elles sont venues : chercher un refuge.
- 26 Avec cette configuration de recherche, nous expérimentons le processus de fabrication des savoirs situés qui nous dit que les premières concernées par les dominations ont une légitimité à produire du savoir à partir du partage collectif de leurs expériences et de leurs subjectivités (Bracke, Bellacasa, et Clair, 2013).
- 27 Ce processus collectif permet de montrer la complexité du problème qui est posé et également la pluralité de points de vue et/ou d'expériences. La plupart des participant·es notent la distinction et la hiérarchisation effectuées dans les discours politiques et médiatiques dominants entre « réfugié » et « migrant ». Toutefois, leurs réactions et leurs choix d'analyse ne sont pas tous les mêmes : certaines n'ont pas montré une opposition ou un rejet aussi fort au terme migrant, le considérant généralement interchangeable avec celui de réfugié ou d'exilé. Par-delà ce dissensus s'est développée une parole collective montrant que des réactions différentes n'empêchent pas une analyse commune. Il·elles partagent la volonté de dépasser les catégorisations pour être considérées comme des personnes singulières avec leur propre histoire, leur capacité d'agir et non pas comme un groupe homogène : *On est tous des humains, Chacun avait ses raisons pour venir*.
- 28 Par le partage et l'échange, nous cherchons à mettre en lumière et produire des analyses communes. L'élaboration de questions d'interviews est une façon de traiter un sujet, de recueillir des données pour y réfléchir et apporter de la réflexivité de la part des membres de l'atelier et des personnes invitées. A partir du vécu, du croisement des expériences, nous élaborons des connaissances, des pensées, qui sont la construction d'épistémologies alternatives (Palmieri, 2016). Ainsi, sans procéder à des entretiens, ni même poser le thème de la migration ou de l'exil à la base de l'atelier radio, les participant·es ont proposé, dans un processus collectif, d'aborder les conditions des personnes en demande d'asile en France. Ainsi, la configuration cherche à redéfinir le

concept même de « terrain » et la relation asymétrique entre chercheuses et « cherchées » (Bourdieu 1993). Pour cela, nous ne nous posons pas d'emblée dans une relation en face à face entre établies et *outsiders*, ou entre chercheuses et « cherchées », mobilisant l'injonction à se légitimer en posant des questions sur les raisons qui ont motivé la migration, ni sur le déroulement du parcours. Les questions qui se posent, les problématiques soulevées, les pistes de réflexions émergent du collectif.

- 29 Dans notre cas, c'est l'outil radio qui permet cette médiation dans la relation et donne l'occasion de poser des objectifs communs. Je propose d'observer comment il constitue un outil au service de la production et diffusion de savoirs.

Produire et diffuser du savoir par des objets radiophoniques

- 30 Je distingue, d'une part, le processus collectif d'élaboration de savoir sur la place des personnes qui recherchent un refuge en France ; et, d'autre part, la production de savoir sur une recherche qui expérimente et élabore des épistémologies alternatives (Palmieri, 2016).
- 31 Pour ce qui est du premier type de production de savoir, les résultats-se matérialisent dans les objets sonores que nous réalisons et diffusons. L'écriture radiophonique qui est au cœur de la fabrication des documentaires est intéressante parce que le travail de montage est un outil de restitution des échanges et de diffusion d'une analyse à un double niveau : de Karine et moi vers les participantes de l'atelier et de l'ensemble du groupe envers des auditeurs-rices.
- 32 Entre 2016 et 2018, nous procédions avec Karine par étape en faisant écouter au fur et à mesure nos choix de montage qui sont en fait des analyses de l'expérience que nous menons dans l'atelier pour pouvoir en discuter avec ses membres. Pour *Les mots des autres* nous avons procédé en faisant écouter une première restitution des échanges au bout de quelques mois avec des extraits des enregistrements en groupe et des interviews avec trois invitées (deux étudiantes et un militant associatif). A ce moment-là, le problème de définitions des termes persistait puisqu'en s'interrogeant dans le groupe et avec les invitées, il n'était pas vraiment possible de trouver un consensus. Nous avons ainsi eu l'idée de lire des définitions et d'en débattre. C'est ce qui nous a permis de constater la variabilité des définitions et de l'éprouver avec la vision des participantes. La performativité de ces désignations (Canut, 2016) a même été dénoncée, comme le pointe Junior dans l'extrait cité au-dessus. Le montage réalisé suit ainsi le mouvement de recherche collectif : que sait-on de ces mots ? Pourquoi nous interpellent-ils ? Puis, quelles sont les définitions officielles ? Y a-t-il toujours la même définition pour le même mot ? Et, enfin, que pensent les personnes qui sont concernées plus directement par ces mots ?
- 33 Depuis 2019, nous expérimentons l'écriture collective du montage, bien que le travail technique reste entre mes mains. C'est-à-dire que nous consacrons plus de temps au va et vient entre, d'une part, les sélections des enregistrements par Karine et moi, et, d'autre part, l'écoute et le commentaire avec le groupe de l'atelier radio. Cette lente progression dans l'écriture radiophonique a donné l'occasion aux membres du groupe de choisir de poursuivre les enregistrements pour ajouter des paroles importantes selon eux et qui n'étaient pas alors dans les rushes d'enregistrement. Bien qu'il me soit habituel de travailler le montage en finesse pour effacer les bégaiements ou les

cafouillages à l'oral, l'un des participants – lors de cette étape il n'y avait plus que des hommes dans le groupe – a montré son attachement à procéder à un montage minutieux pour que la parole soit la plus claire possible. Cela a été aussi l'occasion pour eux d'exprimer leur attachement au choix d'extraits qui soient le plus compréhensibles par les auditeur·rices et qui ne puissent être mal interprétés. Puisqu'il s'agit d'un travail collectif, l'ambition n'est pas d'effacer les chercheuses. Nous sommes des participantes du groupe et nous donnons notre avis, en plus d'avoir plus de pouvoir sur le choix de montage puisque nous possédons les rushes, que j'ai les compétences techniques¹¹, que cette activité s'inscrit dans un emploi rémunéré et donc que nous avons plus de temps à y consacrer.

- 34 Le travail de montage agit à la production de savoir situé (Bracke, Bellacasa, et Clair, 2013). Par ailleurs, les choix de montages et la diffusion permettent de déconstruire les représentations stéréotypées des personnes à la recherche d'un refuge : elles ont une analyse de leur condition et elles ne pensent pas toutes de la même façon ! C'est aussi l'opportunité pour elles de choisir les discours diffusés en ce qui les concerne.
- 35 Ces réalisations radiophoniques s'efforcent de restituer le travail de recherche autrement que par des communications scientifiques. Ce format vise, d'une part, les premières concernées et, d'autre part, un public plus large, autant par la forme que par les canaux de diffusion : présentation en public, diffusion radio, sur différents sites internet, etc.
- 36 Concernant l'élaboration d'un savoir sur la production d'épistémologies alternatives, mon rôle en tant que doctorante – le nôtre avec Karine dans la posture de chercheuses qui rédigent des articles à l'intention de la communauté scientifique – est de produire du savoir sur la façon de « faire recherche » par l'action commune avec des premières concernées.
- 37 De fait, l'espace de parole créé pour les ateliers radio rend possible la réalisation d'une ethnographie. Le débat foisonnant en anthropologie sur l'observation-participante et la participation-observante (Fassin et Bensa, 2008 ; Favret-Saada, 2009 ; Olivier de Sardan, 1995) confirme que la seule présence de l'observateur agit. Dans mon cas, je propose une méthodologie où l'action est au cœur-même de la production du matériau ethnographique : elle en est l'élément déclencheur. Il s'agit de construire un cadre pour faire émerger la parole et adopter une démarche inductive où la problématique et les questions surgissent au fur et à mesure des ateliers et selon les suggestions des participantes. Ne sont pas simplement recueillis les mots mais aussi les gestes, les postures, les intonations, l'ensemble des éléments qui incombent à la description ethnographique. L'outil radio a cette particularité d'étoffer le processus de « description dense » (Geertz, 1998) en permettant des enregistrements nombreux et fournis comme occasion de prendre en compte la voix, les intonations, les hésitations, les silences, etc.
- 38 Plus particulièrement encore, nous affirmons avec cet atelier radio que l'engagement et la réflexivité sont essentiels dans la fabrication d'épistémologies alternatives. Souvent considéré comme une porte d'entrée sur un terrain sensible ou inaccessible, l'engagement permet d'entrer en relation avec les concernées par le sujet de la recherche (Fassin et Bensa, 2008). À mon sens, ce n'est pas seulement un moyen d'entrer en contact avec des personnes en quête de refuge. C'est à la fois une posture éthique, un contre-don (Bouillon, 2006) et la reconnaissance des personnes comme co-productrices des connaissances élaborées via cet atelier. Pour Florence Bouillon (2006),

l'ethnographe est en quelque sorte moralement endetté vis-à-vis des personnes qui participent à la recherche et une partie de la réussite à construire la relation de confiance est liée à sa capacité à effectuer un contre-don conforme aux attentes des participant·es, en fonction de ce qu'il·elles perçoivent de l'ethnographe. L'atelier radio est un espace où se mêlent trois types de contre-dons qu'elle a identifiés. D'abord, c'est un espace qui met en œuvre l'écoute et l'intérêt pour la parole des personnes. Ensuite, il y a la possibilité de me mobiliser comme personne ressource pour être accompagnées dans ses démarches. En effet, les participant·es savent que Karine et moi avons des connaissances sur la procédure d'asile et que nous sommes engagées dans un collectif qui accompagne les étrangères dans l'accès à l'éducation. Enfin, l'atelier est un processus socialement et symboliquement valorisant car il est un moyen de transformation de « soi ». Cela par une autre présentation que le « soi » généralement véhiculé dans la société, ce qui coïncide avec notre objectif de présenter les participant·es comme des sachant·es. A ce sujet, Michel Agier montre que les personnes à propos desquelles se fait la recherche peuvent saisir cette occasion en utilisant l'ethnologue pour prendre la parole et faire porter leurs voix (Agier, 2012). Je crois comprendre que c'est un des objectifs des participant·es de l'atelier radio. Certaines m'ont déjà enjointe à « porter leur voix » dans divers lieux. Ici s'articule deux des problématiques que j'ai citées : la relation et les rapports de pouvoir entre chercheur·es et « cherché·es » ainsi que la prise de parole comme moyen d'être reconnu comme être qui pense et agit.

- 39 Cela nous permet d'examiner plus précisément la conception de la parole qui est au cœur de cette recherche pour mieux saisir les enjeux sous-jacents à la méthodologie des ateliers radio.

Une méthode pour être reconnu comme « être parlant »

- 40 Sans procéder ici à un examen des différents registres du discours, je choisis pour décrire l'expérience des ateliers radio d'utiliser le terme « parole ». Ce choix vise à mettre en lumière sa dimension politique que je vais m'attacher à décrire dans cette dernière partie. D'abord, je montrerai qu'être reconnu comme « être parlant » (Rancière 2004) est un moyen d'être perçu comme un sujet pensant et agissant. Cela permettra ensuite de comprendre en quoi le statut de la parole dans la recherche participe à renouveler l'assignation à la marge et à la position de dominé.

Des espaces pour faire émerger la parole

- 41 La parole est le lieu d'expression des subjectivités où le locuteur co-construit le sens dans l'interaction de façon dialogique, au niveau micro avec des personnes présentes ou absentes et au niveau macro avec des discours antérieurs (Canut *et al.*, 2018 ; Macías-Gómez-Estern, 2015). De plus, les personnes agissent et s'affirment comme sujets politiques par la parole (Certeau, 1994). S'appuyant sur un travail de recherche à propos d'un mouvement de lutte pour la reconnaissance des droits des personnes sans-papiers, Daniel Veron propose de comprendre la construction de la parole des dominé·es et sa diffusion dans l'espace public par l'intermédiaire de différentes étapes (Veron, 2013). Il identifie des espaces semi-publics et s'appuie sur l'idée de « texte

caché » formulée par James Scott (*ibid* ; Scott 2019). Ce terme désigne le niveau infrapolitique où les personnes subalternisées expriment leur point de vue, qui ne peut s'exprimer dans l'espace public, qui est l'espace des dominant-es (Irrera et Lorenzini, 2017). Dans les espaces intermédiaires « se confrontent les analyses, s'élaborent les discours, s'homogénéisent les formes du dire. Surtout, ces espaces permettent aux individus de sortir de leur assignation sociale : ils ne sont plus 'sans-papiers', mais des personnes pensantes et agissantes ; des sujets (...) Ce sont des espaces aux configurations diverses, non exempts de relations de pouvoir, mais tournés vers l'élaboration d'une co-définition d'une situation vécue, considérée, pensée comme injuste. Ce sont des espaces publics à l'accès plus ou moins restreint mais où le sentiment d'être 'du même côté' règne a priori. » (Veron 2013, p. 6-7). Pour lui, une part du texte caché est destiné à le rester et une part peut être publicisée, s'adressant à celles et ceux qui causent le tort.

- 42 L'atelier radio est pensé comme cet espace intermédiaire où se construit la prise de parole, il s'agit de construire un cadre de confiance pour favoriser le déploiement de la parole, et en quelque sorte le dévoilement du « texte caché ». L'atelier radio a la spécificité de permettre la coexistence de différents registres comme celui de la parole privée et celui de la parole publique ; en tout cas enregistrée et donc faite pour être partagée dans l'espace public. La publicisation est différente de celle décrite par Veron car elle n'agit pas par l'intermédiaire des revendications politiques mais par la diffusion d'émissions radio et documentaires sur une radio locale, sur internet et par le biais d'événements publics. Ce sont des moments de rencontre entre un public et les auteur-rices des paroles qui déplacent le débat en dehors de l'espace protégé des ateliers. Bien sûr, notre présence ne permet certainement pas toujours le surgissement du « texte caché » étant donné notre position dans les rapports de pouvoir. Néanmoins, je pense que le cadre que nous mettons en place, les principes qui fondent notre méthodologie que j'ai évoqués jusqu'ici et le lien que nous construisons sur le long-terme construisent des conditions favorables pour la prise de parole envers des établies.
- 43 Pour aller plus loin, parler ne signifie pas simplement dire les choses mais surtout être entendu (Spivak, 2009). Le concept de la violence épistémique montre que pour être entendu, c'est-à-dire écouté et pris au sérieux, il est nécessaire d'adopter la façon de penser, de raisonner et le langage des occidentaux (Sharp, 2009). En plus d'être dans une situation de relégation qui positionne au bas de relations asymétriques, la plupart des participant-es des ateliers sont originaires des anciennes colonies de pays européens. Les Guinéens et Congolais qui fréquentent le cours de français et l'atelier expriment le besoin de bien parler le français, selon eux en parlant comme des Français. Ils complexent sur leur prononciation et leur accent. En effet, les relations linguistiques sont des rapports de pouvoirs symboliques (Bourdieu et Wacquant, 2014). L'intervention dans ces cours vise à agir sur la confiance des personnes en travaillant justement sur une prise de parole libérée de ces complexes qui freinent l'expression. La rencontre, l'échange, le débat avec des personnes établies dans l'espace de parole participe de ce processus. L'outil radio permet d'exercer sa confiance, c'est un instrument pour montrer que cette parole a le droit d'exister et qu'elle a de l'intérêt puisqu'elle vaut la peine d'être enregistrée et diffusée. Les relations qui se créent autour de l'enregistreur sont aussi l'occasion d'analyser les jeux de positions. Les personnes qui parlent s'adaptent à leurs interlocuteur-rices, leurs choix en termes de

forme et de contenu révèlent en partie la compréhension qu'elles ont des normes et des attentes.

- 44 Ainsi, s'exprime une articulation entre les fonctions et limites de la parole, la prise de parole comme (re)prise de pouvoir et les blocages liés à la position de dominé. Cela pose de nombreuses questions et dilemmes qu'il n'est pas possible d'étudier dans cet article. Néanmoins, l'action de la parole n'est pas considérée dans cette recherche selon un modèle strictement binaire qui oppose la figure de l'assujetti et celle du sujet agissant, mais plutôt en identifiant le moment où le sujet surgit (Agier, 2012). Quand le dire est reconnu comme une parole plutôt que du bruit alors cela agit comme une rupture dans l'ordre des places (Blommaert, 2001 ; Canut *et al.*, 2018 ; Rancière *et al.*, 2012). La singularité de l'atelier radio réside dans le fait que les personnes n'y participent pas avec une logique d'engagement ou de revendication politique. La plupart d'entre elles disent qu'elles ne souhaitent pas faire de politique. Elles rejoignent cet atelier de façon un peu hasardeuse car il s'inscrit dans le cours de français. Donc, nous rencontrons un public qui ne cherche pas habituellement à exprimer son opinion et ne se sent pas légitime à revendiquer quoi que ce soit.
- 45 Ainsi, la parole constitue un élément important dans le processus de reconnaissance comme sujet politique. J'ai examiné jusque-là la façon dont les praticien·nes de la recherche en sciences sociales recueillent la parole des *outsiders*, je propose maintenant d'approfondir en interrogeant la place qui lui est faite et la façon dont elle est utilisée.

Quel statut pour la parole des « cherché·es » ?

- 46 bell hooks¹² dénonce la réduction au témoignage de la parole des personnes qui se trouvent à la marge (hooks, 1990). En tant que témoignage, la parole est privée de sa fonction politique. Elle reproche aux chercheur·es d'utiliser la parole des premières concernées au service de leur analyse et de leur théorie, comme si les personnes concernées ne pouvaient pas elles-mêmes produire de l'analyse sur leur vécu. Pourtant, l'expérience de la domination ne prive pas de la capacité à analyser sa propre oppression (Nordmann, 2006; Rancière, Jeanpierre, et Zabunya, 2012; Bracke, Bellacasa, et Clair, 2013). Le processus de « silenciation » des personnes subalternisées, soit en ne les reconnaissant pas comme sujets sachants, soit en produisant de l'auto-censure, constitue un aspect de la violence épistémique (Dotson, 2011).
- 47 L'auteur Fabien Didier Yene (Yene et Detue, 2017), qui a lui-même écrit sur son parcours migratoire entre le Cameroun et la France, explique son malaise quant au fait que les paroles des premières concernées soient récupérées par d'autres. Il cible en particulier les bénévoles qui leur viennent en aide mais je pense que l'analogie avec les chercheur·es est pertinente. Dans les écrits de celles et ceux qui ne sont pas les premières concernées, les paroles sont déformées, tant par des ré-écritures, des changements de mots, des formulations, que par des façons de raconter pour se conformer aux attentes sur celles et ceux qui sont appelés les « migrant·es ».
- 48 Finalement, la logique extractiviste¹³ consistant à extraire des données au service d'analyses et de théories questionne la recherche dans ses pratiques et ses objectifs, en particulier quand elle s'intéresse aux personnes qui vivent des dominations. Bien que Clifford Geertz (2003) décrive l'ethnographie comme œuvre polyphonique dans laquelle les personnes sont toujours autrices, notamment via les retranscriptions d'entretiens et de dialogues, je fais l'hypothèse que la radio est un apport supplémentaire puisque c'est

une réalisation qui intègre plus que les mots : les choix narratifs sont faits ensemble, la singularité du parler est gardée et la présentation des objets sonores en public se fait avec elles et eux. Loin de réduire la parole à un simple témoignage au service de notre analyse, cette méthodologie se donne comme objectif de faire émerger puis diffuser une prise de parole en dehors d'espaces protégés au moyen de l'outil radio. Sans toutefois être aveugles aux limites inhérentes à ce processus de recherche, Karine et moi sommes attentives à ce que les objets radiophoniques résultent de la volonté des participant·es en termes de paroles diffusées.

Conclusion

- 49 Le traitement de la parole des personnes en situation de frontière par les chercheur·es en sciences sociales et leurs pratiques interrogent au point de vue de la reproduction des rapports de pouvoir. En ce qui concerne les personnes à la recherche d'un refuge, exclues du « système de places », la méthode de l'entretien en face à face et l'interrogation sur le vécu reproduit l'épreuve de la crédibilité de l'asile, la logique du soupçon des politiques migratoires, l'injonction à se raconter et, de ce fait, empêche la parole. En mettant en œuvre un atelier radio avec des personnes assignées à la position d'*outsiders*, il s'agit de construire des conditions pour éviter de reproduire des rapports de domination en remobilisant des frontières qui nient leur existence sociale et politique. Au moyen de l'espace de parole, l'idée est d'expérimenter une pratique commune pour produire du savoir grâce à l'opération de prise de parole et à la médiation de l'outil radio. S'interdisant de renouveler des configurations qui réassignent les personnes à la situation de frontière, ma collègue et moi-même proposons aux participant·es de l'atelier radio de se saisir de cet espace pour choisir les sujets qu'il·elles souhaitent traiter. Depuis 2016, le focus proposé par les membres de l'atelier concerne leurs conditions en France à travers divers angles de vue, il·elles formulent les questions, choisissent avec nous les paroles à diffuser à un large public sous la forme d'objets sonores et les présentent lors d'écoute publiques. Bien des limites subsistent dans la configuration de l'atelier, notamment du fait de caractère structurel des dominations. Pourtant, cette expérience construit la confiance des participant·es et leur prise de parole s'affirme, déjouant un moment les positions assignées par le surgissement de la puissance d'agir (Butler, 2017).
- 50 La réalisation du documentaire *Les mots des autres* montre que les personnes désignées tantôt comme « migrantes », « réfugiées » ou « exilées » ne sont pas satisfaites de ces usages et dénoncent l'inégalité de traitement avec les dit·es « expatrié·es ». Partant de ce débat sémantique, elles expriment combien les catégories créées pour les assigner sont loin de convenir avec les représentations qu'elles ont d'elles-mêmes et s'inscrivent dans des politiques migratoires façonnées par des rapports de pouvoir internationaux.
- 51 Cette « action-recherche »¹⁴ (Gatelier et al., 2017) pose ainsi les bases d'une méthodologie qui souhaite transformer les relations entre des personnes assignées à des positions de dominant·es et de dominé·es. Dans cette expérience, les places semblent être ébranlées par le déploiement de la prise de parole, d'une part, et la production collective d'un savoir pluriel et réalisé depuis des marges, d'autre part. C'est dans cet effort réflexif pour remettre en question mes pratiques en tant que chercheur et militante que je cherche une forme de symétrisation des relations avec les personnes à la recherche d'un refuge.

BIBLIOGRAPHIE

- Agier, Michel (2002) *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion.
- Agier, Michel (2012) « Penser le sujet, observer la frontière: Le décentrement de l'anthropologie », *L'Homme*, n° 203-204, pp. 51-75.
- Agier, Michel (2013) *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris, La Découverte.
- Agier, Michel (2016) *Les migrants et nous: comprendre Babel*, Paris, CNRS Éditions.
- Akoka, Karen (2018) « Réfugiés ou migrants ? Les enjeux politiques d'une distinction juridique », *Nouvelle revue de psychosociologie*, vol. 25, n° 1, pp. 15-30.
- Blommaert, Jan (2001) « Investigating Narrative Inequality: African Asylum Seekers' Stories in Belgium », *Discourse and Society*, vol. 12, n° 4, pp. 413-449.
- Bouillon, Florence (2006) « Pourquoi accepte-t-on d'être enquêté ? Le contre-don, au cœur de la relation ethnographique. », in Bouillon, Florence ; Frésia, Marion et Tallion, Virginie (dirs.), *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, Centre d'études africaines, Ecole des hautes études en sciences sociales (Dossiers africains), pp. 79-95.
- Bourdieu, Pierre (1993) *La misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil.
- Bourdieu, Pierre ; Wacquant, Loïc (2014) *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris, Seuil (Collection Liber).
- Bracke, Sarah ; María Puig de la Bellacasa et Isabelle Clair (2013) « Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines », *Cahiers du Genre*, n°54/1, pp. 45-66.
- Butler, Judith (2017) *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Canut, Cécile (2016) « Migrants et réfugiés : quand dire, c'est faire la politique migratoire - Vacarme », *Vacarme*, [réf du 2019-04-02]. Disponible sur internet : <https://vacarme.org/article2901.html>
- Canut, Cécile ; Danos, Félix ; Him-Aquilli, Manon ; Panis, Caroline (2018) *Le langage, une pratique sociale: éléments d'une sociolinguistique politique*, Presse universitaire de Franche Comté, Besançon.
- Certeau, Michel de (1994) *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éd. du Seuil (Points Essais).
- Certeau, Michel de ; Luce Giard, (2010) *L'invention du quotidien - Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Clifford, James (2003) « De l'autorité en ethnographie. Le récit anthropologique comme texte littéraire. », in Daniel Cefaï (dir) *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte (Recherches), pp. 263-294.
- Del Biaggio, Cristina (2017) « Retrouver l'être humain dans les mots qui disent la migration », *Écarts d'identité*, vol. Migration, égalité, interculturalité, n° 128, pp. 30-33.
- Di Cesare, Donatella (2017) *Stranieri residenti. Una filosofia della migrazione*, Torino, Bollati Boringhieri.
- Dorlin, Elsa (2017) *Se défendre: une philosophie de la violence*, Paris, Zones.
- Escobar, Arturo, (2018) *Sentir-penser avec la Terre: l'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Seuil (Anthropocène).

- Fajardo Fernández, Rocío ; M. Soriano Miras, Rosa (2016), « La construcción mediática de la migración en el Mediterráneo: ¿no-ciudadanía en la prensa española? », *Revista Internacional de Estudios Migratorios*, vol. 6, n° 1, pp. 141-169.
- Fassin, Didier ; Bensa, Alban (dir.) (2008) *Les politiques de l'enquête: épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte (Recherches).
- Fassin, Didier ; Kobelinsky, Carolina (2012) « Comment on juge l'asile: L'institution comme agent moral », *Revue française de sociologie*, vol. 53, n° 4, pp. 657-688.
- Favret-Saada, Jeanne (2009) *Désorceler*, Paris, Ed. de l'Olivier (Penser rêver).
- Gatelier, Karine ; Dijkema, Claske ; Mouafo, Herrick ; Cooren, Nathalie ; Musila, Cyril Abal'Anken (2017) *Transformation de conflit: retrouver une capacité d'action face à la violence*, Paris, Editions Charles Léopold Meyer.
- Geertz, Clifford (1998) « La description dense: Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, n° 6, pp. 73-105.
- Guenebeaud, Camille (2017) « Dans la frontière. Migrants et luttes des places dans la ville de Calais ». Lille, Université Lille 1 – TVES, Th. Doct : Géogr. : Lille
- Halluin, Estelle d' (2012) « "Passeurs d'histoire. L'inconfort des acteurs associatifs impliqués dans l'aide de la procédure d'asile" », in Fassin, Didier (dir) *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, Éd. La Découverte (La découverte poche Sciences humaines et sociales), pp. 363-383.
- Harding, Sandra G. (1991) *Whose science? Whose knowledge? thinking from women's lives*, Ithaca, N.Y, Cornell University Press.
- Irrera, Orazio ; Lorenzini, Daniele (2017) « Briser le silence: La prise de parole entre infrapolitique et parrêsia », *Raisons politiques*, vol. 68, n° 4, p. 65-82.
- Kergoat, Danièle (2009) « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », in Dorlin, Elsa (dir) *Sexe, race, classe: pour une épistémologie de la domination*, Paris, Presses universitaires de France (Actuel Marx confrontation), pp. 11-125.
- Kobelinsky, Carolina (2010) *L'accueil des demandeurs d'asile: une ethnographie de l'attente*, Paris, Editions du Cygne (Essai).
- Macías-Gómez-Estern, Beatriz (2015) « Narrative as a Sense-making Tool in the Construction of Migrants' Identities. Apprehending Emotions », *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, vol.173, pp. 168-175.
- Makaremi, Chowra (2008) « Participer en observant. Étudier et assister les étrangers aux frontières », in Bensa, Alban, et Fassin, Didier (dir), *Les politiques de l'enquête: épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte (Recherches), pp. 165-183.
- Mekdjian, Sarah (2016) « Les Récits migratoires sont-ils encore possibles dans le domaine des Refugee Studies? Analyse critique et expérimentation de cartographies créatives », *ACME An International Journal for Critical Geographies*, vol. 15, n° 1, pp. 150-186.
- Moatamri, Ines (2007) « « Poétique de la Relation » Amina Saïd et Édouard Glissant », *TRANS-*, n°3.
- Morice, Alain ; Rodier, Claire (2005) « Classer-trier migrants et réfugiés : des distinctions qui font mal », *Hommes et Libertés*, n° 129, pp. 58-61.
- Nordmann, Charlotte (2006) *Bourdieu, Rancière: la politique entre sociologie et philosophie*, Paris, Amsterdam.

Olivier de Sardan, Jean-Pierre (1995) « La politique du terrain : Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n° 1, pp. 71-109.

Palmieri, Joëlle (2016) « « Vers une critique féministe de la colonialité, inspirée par le contexte africain » », présentation pendant les *Rencontres de géopolitique critique*, Grenoble, 16 mars 2016.

Rancière, Jacques (2004) *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard (folio Essais).

Rancière, Jacques ; Jeanpierre, Laurent ; Zabunya, Dork (2012) *La méthode de l'égalité : Entretiens avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan*, Paris, Bayard.

Scott, James C. (2019) *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam.

Sharp, Joanne P. (2009) *Geographies of postcolonialism: spaces of power and representation*, London, SAGE.

Spivak, Gayatri Chakravorty (2009) *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Amsterdam.

Thomas, Hélène (2010) *Les vulnérables : la démocratie contre les pauvres*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant (Collection Terra).

Valluy, Jérôme (2009) *Rejet des exilés, le grand retournement du droit de l'asile*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.

Veron, Daniel (2013) « Quand les sans-papiers prennent la parole », *Variations*, n° 18, mis en ligne le 31 mai 2013 [réf 10 février 2021] Disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/variations/641> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/variations.641>

Yene, Fabien Didier, et Frédéric Detue, (2017) « Témoigner en migration, témoigner de sa migration : Entretien avec Fabien Didier Yene », *e-Migrinter*, n° 16 (novembre) [réf le 30 avril 2019] disponible en ligne : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/930> ; DOI : 10.4000/e-migrinter.930

NOTES

1. L'atelier radio est décrit ici : <https://www.modop.org/espaces-de-parole/atelier-radio-a-plus-une-voix/>
2. <https://audioblog.arterradio.com/blog/98862/podcast/126267/les-mots-des-autres>
3. Je fais le choix à dessein de ne pas ré-écrire les énoncés –à part si cela gêne le sens– des participant·es de l'atelier puisque nous travaillons sur de la parole orale et que je ne souhaite pas la transformer. Il faut garder en tête que toutes ces paroles sont énoncées dans l'objectif d'être écoutées via des productions radiophoniques.
4. [/www.modop.org](http://www.modop.org)
5. Cf. Dans la même revue : Karine Gatelier, « Les subalternes de l'asile : pourquoi certaines demandes d'asiles sont inaudibles ? »
6. En 2018, par exemple, trois femmes ont participé de façon régulière sur un groupe d'une quinzaine de personnes.
7. Les pays d'origines des participants sont les suivants, par ordre de nombre de personnes : Guinée-Conakry, République Démocratique du Congo, Angola, Syrie, Mexique, Côte d'Ivoire, Arménie.
8. Association pour le droit des étrangers
9. Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture

10. Le règlement Dublin stipule que les personnes doivent effectuer leur procédure d'asile dans le premier pays de l'Union Européenne par lequel elles sont passées. Il n'est pas possible d'enregistrer la demande d'asile durant une période d'au minimum 6 mois jusqu'à parfois plusieurs années. Entre 2017 et 2018, les personnes étaient assignées à résidence jusqu'à 45 jours, elles signaient 2 fois par semaine au commissariat de police et risquaient d'être renvoyées vers le pays dit « responsable » de la demande d'asile.

11. Je précise que j'ai toujours proposé de transmettre les compétences de montage. Personne n'a jamais saisi cette proposition. Les personnes qui participent à l'atelier se trouvent dans des procédures administratives complexes et font face à un certain nombre de freins et obstacles. Je suppose qu'elles ont peu de disponibilités psychologiques pour se consacrer à une tâche comme le montage qui demande une concentration très forte et beaucoup de temps.

12. Cette autrice choisit de ne pas mettre de majuscule à son nom et prénom.

13. Ce terme est plutôt utilisé dans luttes environnementales pour dénoncer le fait de concevoir le vivant non-humain comme inerte, dépourvue de sensation, permettant d'extraire indéfiniment ces ressources (Escobar, 2018).

14. Contrairement à la recherche-action qui généralement propose des actions à partir des constats tirés de la recherche en fin de processus, l'action-recherche expérimente dès le départ avec pour objectif d'agir sur la société en impulsant des transformations sociales. D'autres organisations tel que LISRA (<http://recherche-action.fr/labo-social/>) utilisent le terme recherche-action avec aussi le but de transformer la société et décloisonner les savoirs. A mes yeux, le choix de mettre le mot « action » en premier renforce l'idée que la recherche se fait au service de l'action.

RÉSUMÉS

Les personnes qui cherchent un refuge sont prises dans une multiplicité d'oppressions qui les assignent au bas de rapports de pouvoir inégaux et les emprisonnent dans des figures essentialisées. De ce fait, leur parole est rendue inaudible. Cet article examine la façon dont les relations qui se construisent avec les chercheuses contribuent également à empêcher leur parole et décrit une méthodologie de recherche pour surmonter cela. La pratique de la recherche par l'entretien réitère les conditions d'énonciation de la procédure d'asile et les injonctions à se raconter qui sont des obstacles à la parole des personnes qui demandent protection à la France. Cherchant à éviter de reproduire ces freins, j'ai créé avec une collègue un atelier radio comme espace de fabrication collective de savoir. Nous travaillons étape par étape à développer une prise de parole qui se libère des injonctions face aux personnes qui appartiennent au groupe dominant. L'objectif est alors de transformer les relations avec les personnes en quête de refuge afin qu'elles soient considérées comme des personnes sachantes et agissantes.

INDEX

Mots-clés : parole, savoir, radio, prise de parole, asile, migration, recherche

AUTEUR

SÉRÉNA NAUDIN

Doctorante CIFRE

Association Modus Operandi

CRESPPA, GTM

Laboratoire Pacte

serena@modop.org